

Large alliance contre cette coûteuse, trompeuse et inutile initiative sur les armes

“ Il faut responsabiliser les citoyens plutôt que les protéger contre eux-mêmes. Non à une initiative qui infantilise sans renforcer la sécurité. ”

Martine Brunschwigg Graf,
Conseillère nationale, PLR/GE



“ Cette initiative vise les fausses personnes. Les citoyens suisses et les soldats ne représentent aucun risque de sécurité et méritent notre confiance. ”

Fulvio Pelli, Conseiller national, PLR/TI



“ Non à l'initiative sur les armes, car elle n'accroît pas la sécurité mais seulement les coûts à charge de la Confédération, qui devra contrôler l'enregistrement centralisé des armes alors que la plupart des cas d'abus sont commis au moyen d'armes achetées illégalement. ”

Sylvie Perrinjaquet, Conseillère nationale, PLR/NE



“ NON à une initiative qui va générer des complications et des coûts administratifs considérables à la charge de toute la société sans renforcer de manière significative la sécurité de la population. ”



Guy Parmelin, Conseiller national, UDC/VD

“ La Suisse déplore 12 homicides par million d'habitants contre 56 aux USA ou 24 en Finlande par exemple. Cela prouve que la présence des armes n'est pas synonyme chez nous d'un usage criminel répandu et démontre la grande responsabilisation individuelle des citoyens. L'initiative contre les armes est un faux débat. ”

Marie-Hélène Miauton, CEO M.I.S Trend, VD



“ On ne peut pas dire qu'on diminuera le risque de suicide en restreignant l'accès aux armes, parce que le processus de suicide se construit pendant des années et qu'il ne faut pas confondre les moyens du suicide avec ses causes. ”

Dr. méd. Dominique Baettig,
Conseiller national, UDC/JU



“ L'initiative menace directement le tir sportif, la chasse et l'armée de milice. Cette initiative coûterait très cher. Elle offre une illusion de sécurité. ”

Christophe Darbelley, Conseiller national, PDC/VS



Le Comité interpartis contre l'initiative sur les armes réunit des Parlementaires des deux Chambres fédérales des partis PBD, PDC, PLR, Lega et UDC :

Conseillères et Conseillers aux Etats : Hans Altherr, PLR/AR; Peter Bieri, PDC/ZG; Ivo Bischofberger, PDC/AI; Christoffel Brändli, UDC/GR; Peter Briner, PLR/SH; Hermann Bürgli, UDC/TG; Rolf Büttiker, PLR/SO; Christine Egerszegi-Obrist, PLR/AG; Erika Forster-Vannini, PLR/SG; Jean-René Fournier, PDC/VS; Pankraz Freitag, PLR/OL; Bruno Frick, PDC/SZ; Hannes Germann, UDC/SH; Konrad Graber, PDC/LU; Hans Hess, PLR/OW; René Imboden, CSP/VS; Hansheini Indenkum, PDC/UR; Alex Kuprecht, UDC/SZ; Helen Leumann, PLR/LU; Filippo Lombardi, PDC/TI; Werner Luginbühl, PBD/BE; Theo Maissen, PDC/GR; Paul Niederberger, PDC/NW; Maximilian Reimann, UDC/AG; Urs Schwallier, PDC/FR; Rolf Schweizer, PLR/ZG; Philipp Stähelin, PDC/TG

Conseillères et Conseillers nationaux : Andreas Aebi, UDC/BE; Adrian Amstutz, UDC/BE; Caspar Baader, UDC/BL; Elvira Bader, PDC/SO; Dominique Baettig, UDC/JU; Luc Barthassat, PDC/GE; Alexander J. Baumann, UDC/TG; Elmar Bigger, UDC/SG; Max Binder, UDC/ZH; Pirmin Bischof, PDC/SO; Roland F. Borer, UDC/SO; Toni Bortoluzzi, UDC/ZH; Jacques Bourgeois, PLR/FR; Andreas Brönimann, EDU/BE; Toni Brunner, UDC/BS; Martine Brunschwigg Graf, PLR/GE; Roland Rino Büchel, UDC/SG; Jakob Büchler, PDC/SG; André Bugnon, UDC/VD; Ignazio Cassis, PLR/TI; Sep Cathomas, PDC/GR; Tarsizius Caviezel, PLR/GR; Christoph Darbellay, PDC/VS; Jean Henri Dunant, UDC/BS; Esther Egger Wyss, PDC/AG; Corina Eichenberger-Walther, PLR/AG; Edi Engelberger, PLR/NW; Yvette Estermann, UDC/LU; Laurent Favre, PLR/NE; Hans Fehr, UDC/ZH; Sylvia Flückiger-Bäni, UDC/AG; Kurt Fluri, PLR/SO; Peter Föhn, UDC/SZ; Olivier Français, PLR/VD; Oskar Freysinger, UDC/VS; Lieni Füglistaller, UDC/AG; Brigitta M. Gadiet, PBD/GR; Andrea Martina Geissbühler, UDC/BE; Jean-René Germanier, PLR/VS; Ulrich Giezendanner, UDC/AG; Ida Glanzmann-Hunkeler, PDC/LU; Alice Glauser-Zufferey, UDC/VD; Walter Glur, UDC/AG; Norman Gobbi, Lega/TI; Jean-Pierre Graber, UDC/BE; Jean-Pierre Grin, UDC/VD; Hans Grunder, PBD/BE; Hans Rudolf Gysin, PLR/BL; Brigitte Häberli-Koller, PDC/TG; Ursula Haller Vannini, PBD/BE; Urs Hany, PDC/ZH; Hansjörg Hassler, PBD/GR; Alfred Heer, UDC/ZH; Gabi Huber, PLR/UR; Ruth Humbel, PDC/AG; Thomas Hurter, UDC/SH; Markus Hutter, PLR/ZH; Rudolf Joder, UDC/BE; Hans Kaufmann, UDC/ZH; Hans Killer, UDC/AG; Josef Kunz, UDC/LU; Martin Landolt, PBD/GL; Filippo Leutenegger, PLR/ZH; Arthur Loeppel, PDC/AI; Ruedi Lustenberger, PDC/LU; Peter Malama, PLR/BS; Werner Messmer, PLR/TG; Thérèse Meyer-Kaelin, PDC/FR; Christian Miesch, UDC/BL; Isabelle Moret, PLR/VD; Christoph Mörgele, UDC/ZH; Philipp Müller, PLR/AG; Thomas Müller, PDC/SG; Walter Müller, PLR/SG; Felix Müri, UDC/LU; Yves Nidegger, UDC/GE; Guy Parmelin, UDC/VD; Fulvio Pelli, PLR/TI; Yvan Perrin, UDC/NE; Sylvie Perrinjaquet, PLR/NE; Gerhard Pfister, PDC/ZG; Theophil Pfister, UDC/VS; Lukas Reimann, UDC/SG; André Reymond, UDC/GE; Jean-François Rime, UDC/FR; Hans Rutschmann, UDC/ZH; Simon Schenk, UDC/BE; Marcel Scherer, UDC/ZG; Ernst Schibli, UDC/ZH; Ulrich Schliker, UDC/ZH; Roberto Schmidt, PDC/VS; Pirmin Schwander, UDC/SZ; Pius Segmüller, PDC/LU; Peter Spuhler, UDC/TG; Jürg Stahl, UDC/ZH; Luzi Stamm, UDC/AG; Pierre Triponez, PLR/BE; Pierre-François Veillon, UDC/VD; Christoph von Rotz, UDC/OW; Erich von Siebenthal, UDC/BE; Hansjörg Walter, UDC/TG; Hansruedi Wandfluh, UDC/BE; Christian Wasserfallen, PLR/BE; Reto Wehrli, PDC/SZ; Walter Wobmann, UDC/SO; Markus Zemp, PDC/AG; Bruno Zuppiger, UDC/ZH

Pour la liberté et la confiance

Association contre l'initiative pour l'interdiction des armes

Compte chèques postal: 30-17716-5

www.initiativearmes-non.ch



Pseudo-sécurité ?
NON merci !

L'initiative sur les armes n'empêche pas les actes violents

Le 13 février 2011, votez donc:

NON à l'initiative inutile des milieux de gauche sur les armes

(Initiative populaire «Pour la protection face à la violence des armes»)

Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent l'initiative sur les armes.

L'initiative engendre une fausse sécurité et n'empêche pas les actes violents

- L'initiative ne vise pas les bonnes personnes ; elle vise les citoyennes et les citoyens suisses, les soldates et les soldats, les tireuses et les tireurs sportifs, et les chasseuses et les chasseurs intègres.
- Rien n'est entrepris contre la détention criminelle et l'acquisition illégale d'armes.
- L'initiative ne combat pas les causes réelles de la violence domestique et des suicides.
- Le sévère renforcement de la législation sur les armes de 2008 garantit la meilleure sécurité possible.
- Ainsi, la détention d'armes est interdite aux ressortissants étrangers des Etats suivants : Albanie, Algérie, Sri Lanka, Kosovo, Croatie, Macédoine, Monténégro, Bosnie, Herzégovine, Serbie, Turquie.
- La création d'un registre central des armes auprès de la Confédération n'apporte aucune plus-value pour la sécurité : toutes les informations nécessaires sont aujourd'hui déjà disponibles auprès des registres cantonaux des armes.

L'initiative engendre davantage de bureaucratie et des coûts élevés

- L'initiative met sous tutelle les citoyennes et les citoyens responsables par une vague de nouvelles lois et interdictions, ainsi que par de nouveaux contrôles. La justification du besoin et de la capacité exigée rend pratiquement impossible toute détention privée d'armes.
- Sans créer davantage de sécurité, des coûts supplémentaires se chiffrant par millions seront imposés aux contribuables.

Nos arguments en un coup d'œil

Les armes illégales restent

Un emballage trompeur – l'initiative n'entreprend rien contre la détention criminelle d'armes.

Des coûts élevés sans davantage de sécurité

Les conséquences des lois inutiles et du surcroît de bureaucratie : elles coûteront annuellement des millions aux contribuables.

Un retrait de la confiance

Toute détention privée d'armes devient pratiquement impossible ; nos soldates et soldats seront désarmés.

Des traditions suisses sont supprimées

L'initiative menace le sport de tir et la chasse.



Les auteurs de l'initiative font un mauvais usage des besoins légitimes de la population à davantage de sécurité – notamment des besoins de sécurité des femmes et des familles. Dans son message, le Conseil fédéral a retenu que l'initiative n'accroît ni la sécurité, ni ne diminue le potentiel de menaces, ni ne prévient les suicides.

L'initiative prive les soldates et les soldats, les citoyennes et les citoyens suisses de la confiance qui leur est accordée

- L'arme personnelle est l'expression de la confiance qui règne entre l'Etat et ses citoyennes et citoyens.
- L'arme personnelle fait partie de l'équipement personnel de nos soldates et soldats de milice et améliore l'instruction au tir.
- L'armée a déjà réduit les risques d'abus par des mesures efficaces : le dépôt volontaire de l'arme personnelle à l'arsenal, le retrait de la munition de poche, un contrôle de sécurité plus approfondi des soldates et soldats, etc.
- L'initiative est hostile à l'armée. Le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) et les partis de gauche et des Verts veulent une fois de plus supprimer l'armée.

L'initiative met en danger le sport de tir populaire et la chasse

- Plus de 85% des tireuses et tireurs exercent leur sport avec leur arme militaire personnelle. Sans elle, l'avenir du sport de tir populaire est compromis.
- L'initiative supprime de fières traditions suisses : les cours des Jeunes tireurs, (filles et garçons), le Programme du tir obligatoire, le Tir fédéral en campagne, les Fêtes fédérales et cantonales de tir.
- L'initiative menace dans leur existence la quatrième Fédération sportive de Suisse (220'000 membres) et 3'100 Sociétés de tir.